

L'économie libérale sert Apple, Total... mais pas l'agriculteur qui nous nourrit

Par Olivier Allain.
Président
de la chambre
d'agriculture
des Côtes-
d'Armor (1)



David Ademas

Alors que le retour de la croissance en France se fait attendre, se transformant même pour le moment en mirage, les résultats semestriels des plus grosses entreprises cotées en bourse ont de quoi donner le tournis.

Apple vient d'annoncer un résultat trimestriel record de 18 milliards de dollars (16,5 milliards d'euros) ainsi qu'un cash-flow de 180 milliards de dollars (165 milliards d'euros) sans pratiquement payer d'impôt (moins de 2 %). Il ne s'agit pas de fraude, seulement d'optimisation fiscale, permise par certains pays, y compris européens, comme l'Irlande.

Les entreprises à haute valeur ajoutée (Google, Facebook, Apple...), globalement peu créatrices d'emplois, très facilement délocalisables, utilisent toutes les failles de la globalisation (paradis fiscaux, pays à bas coûts sociaux...).

Plus près de chez nous, Total, qui a réalisé un bénéfice net de 10,8 milliards d'euros en 2014, devrait payer 0 € d'impôts sur les sociétés en France et devrait même bénéficier de 60 millions d'euros de crédit d'impôt au titre du CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) !

Le géant Samsung vient de présenter son nouveau smartphone, le S6, une petite merveille de technologie qui devrait se vendre entre 800 et 1 000 € l'unité pour mieux concurrencer Apple et son iMac.

Vivons-nous sur la même planète ?

Pendant ce temps, l'industrie et l'agriculture - l'élevage en particulier - doivent alimenter une population de

plus en plus exigeante avec des prix payés aux producteurs inférieurs à ce qu'ils étaient il y a trente ans. La côte de porc, en promotion, coûte aujourd'hui moins cher qu'une cigarette.

Pour la plupart des économistes, la pensée libérale (ou pensée unique) doit s'appliquer à l'agriculture et forcément à l'élevage. Des économistes de renom, pourtant nobélisés comme Joseph Stiglitz, tentent désespérément d'inculquer une pensée différente où l'intervention de la puissance publique doit préserver les secteurs les plus fragiles.

« Y a-t-il de la place pour une pensée différente ? »

Les législateurs européens et français, après avoir détruit les outils publics de gestion de marché pour les premiers et favorisé la distribution pour les seconds, notamment par la LME (Loi de modernisation de l'économie) ne peuvent plus rester les bras croisés.

Aujourd'hui, la vente de nos produits à prix sacrifiés doit cesser. Nos décideurs les plus libéraux doivent arrêter d'être naïfs et mesurer les conséquences de leurs options. Il est urgent de donner du sens aux métiers de la production, en nous permettant de vendre nos produits à leur juste valeur et de ne pas les brader.

Il faut redonner de la valeur à l'aliment et reconstruire totalement l'échelle des valeurs de l'alimentation. La valeur d'un produit, bon pour la santé, sain, d'un produit indispensable pour l'économie et l'emploi.

Du politique au consommateur, en passant par le distributeur et l'industriel, chacun doit être interpellé.

(1) Agriculteur producteur de viande bovine, Olivier Allain est aussi premier vice-président de la chambre d'agriculture de Bretagne.